

Pre-bidding meeting du RFP/MAR30/2022/05974 – Analyse genre du secteur de l’Economie et des Finances : cas du système fiscal et douanier

Date: 06 avril 2022

Enregistrement téléchargeable sur :

Participant.e.s:

- Mme Ibtissame Azzaoui, 88W Consulting
- Mme Ainatou Kabre, SouthBridge
- M Achraf Maach, OQ Consulting

Equipe ONU Femmes :

- Sana Jemily, Operation Manager, ONU Femmes
- Madiha Bensaoud, Procurement Officer, ONU Femmes
- Sacha Belle-Clot, Programme Assistant, ONU Femmes
- Sofie Lambert, Programme Analyst, ONU Femmes

Présentation de la mission (voir présentation) :

Rappel du contexte de la mission

- Le contexte partenarial du projet, qui s’inscrit dans le cadre d’un partenariat multipartite pour le renforcement de la Budgétisation Sensible au Genre (BSG) au Maroc a été présenté.
- Une rapide présentation a été faite des concepts et principes de la démarche de BSG, des étapes clés de l’institutionnalisation de la BSG au Maroc, ainsi que du rôle central des analyses genre sectorielles (ou diagnostics genre) pour l’intégration du genre dans les politiques et programmes publics.
- Enfin, les missions du Ministère de l’Economie et des Finances, notamment liées aux politiques fiscales et douanières, ainsi que les directions concernées par l’étude, ont été présentées.

Objectifs et résultats attendus

- Les objectifs et résultats attendus de la mission, tels que définis dans les Termes de Référence (TDR) ont été décrits.

Description de la mission et des livrables

- **Phase 1 – Préparation de la mission :** Les objectifs de cette phase sont relatifs au cadrage de la mission, la réalisation d’un benchmark des bonnes pratiques internationales, le développement de la méthodologie d’analyse et des outils de collecte des données. L’accent a été mis sur l’importance également de la planification des actions de communication sur le diagnostic visant à fluidifier le processus de réalisation et renforcer la diffusion des résultats. La phase correspond à la production du livrable 1 tel que décrit dans les TDR.

- **Phase 2 - État des lieux de la question de l'égalité des genres et analyse selon le genre :** Cette phase représente le cœur de la réalisation de la mission avec pour objectifs :
 - La revue documentaire approfondie et la collecte des données au niveau central et déconcentré
 - L'analyse des données dans une perspective multidimensionnelle en tenant compte du niveau méta (normes et rôles sociaux de genre impactant le système fiscal et douanier), macro (cadre légal, stratégique et politiques publiques sectorielles), méso (capacités structurelles, organisationnelles et techniques des acteurs, notamment institutionnels du secteur) et micro (impact des politiques sur les hommes et femmes et les relations entre administrations locales et administré.e.s)
 - La rédaction du rapport de diagnostic, l'élaboration des recommandations et la restitution auprès de l'équipe projet.

Le livrable 2 tel que défini dans les TDR sera produit dans cette phase.

Phase 3 - Déclinaison opérationnelle des recommandations: Cette phase vise l'élargissement de la restriction du diagnostic aux parties prenantes et la déclinaison participative (3 ateliers de travail) des recommandations validées en document opérationnel pour le renforcement de l'intégration du genre dans l'action du MEF. Le livrable 3 tel que défini dans les TDR sera produit dans cette phase.

- **Phase 4 - Accompagnement pour l'intégration des enjeux de genre dans l'action fiscale et douanière du MEF :** Cette phase vise à renforcer l'appropriation des conclusions, recommandations et outils du diagnostic et l'accompagnement des partie-prenantes clés au niveau central et déconcentré à travers 12 sessions d'accompagnement et la clôture de la mission à travers la production d'un rapport de fin de mission. La phase correspond à la production du livrables 4 et 5 tels que décrits dans les TDR.

Aspects opérationnels :

Les principaux aspects opérationnels de la mission ont été présentés. La durée indicative de la mission est de 8 mois.

La mission aura lieu à Rabat avec des déplacements (visites d'études) prévus dans six régions. Une partie du travail des expert.e.s pourra être effectuée à distance. Ce travail à distance sera autorisé préalablement selon un calendrier validé par le comité de suivi.

Expertise recherchée :

L'expertise nécessaire pour la mise en œuvre de cette mission est recherchée à travers une équipe d'experts

- Expert.e I : Chef.fe d'équipe spécialiste Genre et politiques publiques
- Expert.e II : Expert.e en politiques fiscales
- Expert.e III : Assistant.e de recherche

Q&A

1) Une question a été posée concernant les modalités de candidature en tant que consortium.

Un prestataire de service peut répondre à l'appel en association avec une autre entité. Dans le cas où le consortium est sélectionné, ONU Femmes signe un contrat avec le prestataire chef de file. La part du travail sous traitée ne doit pas dépasser 50% du total. Les deux entités du consortium doivent répondre aux mêmes conditions administratives d'éligibilité que le prestataire chef de file.

Pour plus de détail, merci de vous référer à l'extrait ci-dessus du document « **Instructions to vendors** » :

Joint Venture, Consortium or Association

A vendor may submit a proposal in association with other entities, particularly with an entity in the country where the goods and/or services are to be provided. If the vendor is a group of legal entities that will form or have formed a Joint Venture (JV), Consortium or Association for the proposal, each such legal entity will confirm in their joint proposal that:

- they have designated one party to act as a lead entity, duly vested with the authority to legally bind the members of the JV, Consortium or Association jointly and severally, and this will be evidenced by a duly notarized agreement among the legal entities, which will be submitted along with the proposal; and*
- if they are awarded the contract, the contract shall be entered into by and between UN Women and the designated lead entity, who will be acting for and on behalf of all the member entities comprising the joint venture.*

all parties of such joint venture, /consortium/association shall be jointly and severally liable to UN Women for any obligations arising from their proposal and the contract that may be awarded to them the joint venture/consortium/association as a result of this RFP.

After the deadline for submission of the proposal, the lead entity identified to represent the JV, Consortium or Association shall not be altered without the prior written consent of UN Women.

If a JV, Consortium, or Association's proposal is the proposal selected for an award, UN Women will award the contract to the joint venture, in the name of its designated lead entity. The lead entity will sign the contract for and on behalf of all other member entities.

The lead entity and the member entities of the JV, Consortium, or Association shall abide by the provisions of the Article 20 - "Only one Proposal"- herein in respect of submitting only one proposal.

The description of the organization of the JV, Consortium, or Association must clearly define the expected role of each of the entities in the joint venture in delivering the requirements of the RFP, both in the proposal and the JV, Consortium or Association Agreement. All entities that comprise the JV, Consortium, or Association shall be subject to the eligibility and qualification assessment by UN Women.

A JV, Consortium or Association, in presenting its track record and experience, should clearly differentiate between:

- Those that were undertaken together by the JV, Consortium or Association; and*
- Those that were undertaken by the individual entities of the JV, Consortium, or Association.*

Previous contracts completed by individual experts working privately but who are permanently or were temporarily associated with any of the member firms cannot be claimed as the experience of the JV, Consortium or Association or those of its members, but should only be claimed by the individual experts themselves in their presentation of their individual credentials.

JV, Consortium, or Associations are encouraged for high value, multi-sectoral requirements when the spectrum of expertise and resources required may not be available within one firm.